

Unité bi-départementale
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Périgny, le 05/01/2026

ZI de Périgny
Rue Edmé Mariotte
17180 Périgny

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TERRE ATLANTIQUE (ex MCA)

Bel air route de Véron
BP 364
17400 Saint-Jean-D'angély

Références : 0007201766/2025/658

Code AIOT : 0007201766

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/11/2025 dans l'établissement TERRE ATLANTIQUE (ex MCA) implanté Avenue de la Gare - Moulin de Brassepot la grosse pierre 17290 Aigrefeuille-d'Aunis. L'inspection a été annoncée le 12/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TERRE ATLANTIQUE (ex MCA)
- Avenue de la Gare - Moulin de Brassepot la grosse pierre 17290 Aigrefeuille-d'Aunis
- Code AIOT : 0007201766
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Terre Atlantique est née de la fusion des coopératives Mounet Coop Aunis et Coopérative de Saint Jean d'Angély, puis du regroupement avec la coopérative Agrinieul en 2011.

La société TERRE ATLANTIQUE exploite sur le site d'Aigrefeuille d'Aunis les activités suivantes :

- stockage de céréales (régime de l'autorisation),
- fabrication et conditionnement de semences (régime de l'enregistrement),
- stockage et distribution de produits agro-pharmaceutiques (régime de la déclaration),
- dépôt d'engrais liquide (régime de la déclaration),
- collecte et stockage temporaire d'emballages vides des produits phytosanitaires (régime de la déclaration).

Thèmes de l'inspection :

- ATEX
- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 24/12/2021, article 7.3.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 24/12/2021, article 7.2.5	Demande d'action corrective	1 mois
6	Systèmes de détection automatique	Arrêté Préfectoral du 24/12/2021, article 7.3.3	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 24/12/2021, article 1.2.1	Sans objet
3	Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 24/12/2021, article 7.2.2	Sans objet
4	Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 24/10/2021, article 7.2.2	Sans objet
7	Propreté de l'installation	Arrêté Préfectoral du 24/12/2021, article 7.1.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit mettre en place des actions correctives sur les points suivants :

- vérifications des installations électriques,
- moyens de prévention et de lutte contre l'incendie,
- systèmes de détection automatique d'incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2021, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative du site
Prescription contrôlée : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées. [...]
Constats : La dernière actualisation de la situation administrative du site a été réalisée en 2020 dans le cadre du dossier de porter à connaissance relatif à l'extension de l'activité de conditionnement et de stockage de semences sur le site d'Aigrefeuille d'Aunis, avec la fourniture d'une actualisation de l'étude de danger du site. Suite à l'instruction du dossier par l'inspection, le site a fait l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire du 24/12/2021 actualisant les prescriptions applicables à la COOPÉRATIVE AGRICOLE TERRE ATLANTIQUE pour l'exploitation du site de stockage de céréales et de production de semences de céréales sur le territoire de la commune d'Aigrefeuille d'Aunis (17290). L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé principalement de la façon suivante : Stockage de céréales réalisé dans les silos 1 et 2 : Silo 1 vertical métallique : <ul style="list-style-type: none">• 16 cellules proposant une capacité totale de 7 253 m³• 3 fosses de réception extérieures sous auvent• 1 tour de manutention fermée en bardage métallique de 26,5 mètres de hauteur• 1 galerie de reprise sous cellules avec transporteur à chaînes• 1 galerie sur cellules avec toiture fibrociment et transporteur à chaînes• 3 boisseaux d'expédition : 2 de 35 tonnes et 1 de 30 tonnes• 1 chambre à poussières Silo 2 vertical métallique en extension du silo 1 : <ul style="list-style-type: none">• 4 cellules proposant une capacité totale de 16 000 m³• 1 fosse de réception extérieure sous auvent• 1 tour d'élévation ouverte de 32 mètres de hauteur• 1 galerie de reprise sous cellules avec transporteur à chaînes• 1 galerie sur cellules avec toiture fibrociment et transporteur à bandes• 1 boisseau d'expédition de 50 tonnes• 1 chambre à poussières Semences et installations connexes : <ul style="list-style-type: none">• Une station de triage et de traitement des semences, pour des semences hybrides (tournesol, maïs, colza, blé hybride) et autogames (céréales à pailles, protéagineux, colza) (bâtiments A, B, C et F)• 7 séchoirs dont 2 pour le séchage des grains des silos 1 et 2 (10,28 MW), les 5 autres étant utilisés pour le séchage en bennes des semences.• Des stockages de semences répartis dans les différents bâtiments du site (bâtiments A, B, C, D, E, F' et G)• Un stockage de produits agro-pharmaceutiques nécessaires au process de fabrication des semences (bâtiment A)

- Un magasin de distribution des produits phytosanitaires et d'approvisionnement pour les adhérents (bâtiment G)
- Un dépôt d'engrais liquide d'un volume total de 265 m³
- Une collecte et un stockage temporaire d'emballages vides des produits phytosanitaires, apportés par les agriculteurs, dans le cadre de la filière ADIVALOR
- 1 pont bascule pour les véhicules terrestres
- 1 laboratoire d'analyse céréales et semences
- des locaux techniques et des vestiaires

L'exploitant indique à l'inspection que l'exploitation du site n'a pas été modifiée depuis l'instruction et les modifications notifiés dans le dernier porter à connaissance de 2020.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2021, article 7.3.2

Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations électriques

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur.

Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

[...]

Constats :

Fourniture des derniers rapports de vérification des installations électriques suivants :

- Rapport de vérification des installations électriques (au titre ICPE Silo 1 & Silo 2) en zones ATEX réalisé le 24/09/2025 par l'APAVE (Rapport ref. 135209070 du 24/09/2025).

Ce rapport fait état d'une observation :

« Les caractéristiques du matériel sont inaccessibles le jour de la visite: nous les fournir ou les verser au dossier technique »

- Rapport de vérification des installations électriques (au titre ICPE Station de semences) en zones ATEX réalisé le 24/09/2025 par l'APAVE (Rapport ref. 135209071 du 24/09/2025).

Ce rapport fait état de 2 observations :

« 1 - Matériel inaccessible, nous indiquer les caractéristiques ATEX

2 - Le groupe de matériel est inadapté à la zone, à remplacer par un matériel de type "Ex II 2D" »

- Rapport de vérification des installations électriques au titre du code du travail réalisé du 20/03/2025 au 18/06/2025 par l'APAVE (rapport ref. A32231349-003-2 du 30/06/2025).

Ce rapport fait état de 87 observations dont 31 déjà signalées.

- Rapport de vérification des installations électriques conformément au référentiel APSAD D18 réalisé le 18/06/2025 par l'APAVE (Rapport Q18 ref. A32231349-003-2 en date du 18/06/2025).

<p>Ce rapport fait état de 7 points de danger dont 5 déjà signalés avec 24 non-conformités identifiées.</p> <p>Selon les conclusions du rapport, l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion.</p> <p>L'exploitant indique à l'inspection avoir levé de manière significative les non-conformités constatées suite aux vérifications annuelles des installations électriques du site. Il souligne que le suivi des observations constatées a été revu depuis 3 ans.</p> <p>La fourniture des différentes factures et justificatifs de réalisation des travaux de mise en conformité des installations électriques par la société ROY ELEC17 sur les années 2023 et 2024 confirme la prise en compte et la levée de nombreuses non-conformités constatées lors des précédents rapports de vérification des installations électriques du site et comportant également la levée des anomalies du dernier rapport Q19 (contrôle par thermographie des tableaux électriques).</p> <p>L'exploitant indique que le suivi des observations est réalisé sous format informatique.</p> <p>Il a également fourni un devis auprès de la société Cegelec pour la réalisation des travaux de levée de non-conformités sur les différents transformateurs HTA du site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant renforce son suivi des installations électriques : il réalise les travaux nécessaires visant à lever l'ensemble des observations relevées dans les rapports de vérifications électriques des installations et en assure la traçabilité.</p> <p>Il met en conformité les anomalies électriques pouvant générer un risque d'incendie ou d'explosion sous un mois et solde les autres anomalies sous un an à compter de la date de réception du rapport.</p> <p>Les justificatifs de réalisation des actions correctives sont transmis à l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : Protection contre la foudre

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2021, article 7.2.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Analyse du risque foudre et étude technique foudre</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre.</p> <p>Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée. L'analyse est basée sur une évaluation des risques réalisée conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006, ou à un guide technique reconnu par le ministre chargé des installations classées. Elle définit</p>

<p>les niveaux de protection nécessaires aux installations.</p> <p>Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 512-33 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.</p> <p>En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.</p> <p>Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.</p> <p>Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.</p> <p>Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un État membre de l'Union européenne.</p> <p>L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Transmission par l'exploitant des documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mise à jour de l'analyse du risque foudre du 24/04/2020 (Référence du rapport : 19316115) réalisée par APAVE dans le cadre de l'extension de l'activité semence. • Mise à jour de l'étude technique foudre du 24/04/2020 réalisée par APAVE avec prise en compte de l'extension de l'activité semence. • Présentation et consultation du carnet de bord foudre dans lequel sont formalisées les différentes vérifications des installations de protection contre la foudre et les références des ARF et ETF.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Protection contre la foudre

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/2021, article 7.2.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations de protection contre la foudre</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.</p> <p>Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.</p> <p>L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.</p> <p>Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3, version de décembre 2006.</p> <p>Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une</p>

<p>vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent.</p> <p>Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.</p> <p>L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.</p>
<p>Constats :</p> <p>Transmission par l'exploitant des documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dernière vérification visuelle des installations de protection contre la foudre réalisée par Bureau Veritas (certifié Qualifoudre) le 01/10/2024 (rapport du 02/10/2024 ref. 7790873/15.71.R). <p>Ce rapport fait état de 2 observations nécessitant des actions correctives.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dernière vérification complète des installations de protection contre la foudre réalisée par Bureau Veritas le 18/09/2025 (Rapport du 25/09/2025 ref. 7790873/14.8.1.R). <p>Ce rapport fait état 5 observations nécessitant des actions correctives.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rapport du 18/11/2025 de levée de réserves de la société INDELEC (certifié Qualifoudre) suite à la réalisation des travaux de mise en conformité des observations constatées lors de la dernière vérification complète foudre du 18/09/2025 par Bureau Veritas.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2021, article 7.2.5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un moyen fixe permettant d'alerter les services d'incendie et de secours, • des plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 71.1, • de moyens de lutte contre l'incendie permettant de délivrer un débit minimum de 390 m³/h durant deux heures. Le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique d'appui au dimensionnement des besoins en eau d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition juin 2020). Ce débit peut être apporté par les poteaux incendie du réseau public complété au besoin par une réserve d'eau incendie interne. • des extincteurs suffisamment dimensionnés et correctement répartis. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés, • de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte

qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ;

La mise en place des RIA au niveau des bâtiments dédiés aux stockages des semences est réalisée au plus tard le 31 décembre 2024.

- d'une colonne sèche située dans la tour de manutention des silos 1 et 2, En cas d'utilisation d'une réserve d'eau, celle-ci fait l'objet d'une réception par le SDIS et est équipée de deux piquages permettant la mise en station de deux engins incendie simultanément. Le maintien en tout temps de sa capacité utile est de la responsabilité de l'exploitant qui formalise une procédure interne en ce sens.

Le site dispose de deux réserves d'eaux d'une capacité totale de 360 m³ pour la lutte contre l'incendie :

- 1 réserve d'une capacité de 120 m³ au Nord
- 1 réserve d'une capacité de 240 m³ à l'Ouest

L'exploitant complète sa réserve en eaux incendie interne au plus tard le 31 mai 2022 afin de pouvoir délivrer un débit minimum de 390 m³/h durant deux heures.

Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.

Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit minimum de 60 mètres cubes par heure, sous une pression d'un bar, durant une heure.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle. Il s'assure également annuellement auprès de l'organisme de contrôle, du débit en eau des poteaux d'incendie.

Le personnel est formé au déclenchement et à la connaissance des moyens de lutte contre l'incendie.

L'exploitant dispose d'une procédure indiquant la fermeture obligatoire de la vanne en sortie du réseau d'eaux pluviales) permettant le confinement des eaux d'extinction d'un incendie. La localisation de cette vanne est matérialisée sur un plan annexé à cette procédure.

Constats :

Le site dispose des moyens de lutte contre l'incendie suivants :

- un moyen fixe permettant d'alerter les services d'incendie et de secours (téléphone),
- des plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 71.1 de l'arrêté préfectoral du 24/12/2021 :
Transmission du plan des installations avec les différents dangers et risques associés + plan de circulation du site + plan d'évacuation du personnel,
- de moyens de lutte contre l'incendie permettant de délivrer un débit minimum de 390 m³/h durant deux heures.

À cet effet, l'exploitant a mis en place 4 réserves d'eaux d'une capacité totale de 780 m³ pour la lutte contre l'incendie dont l'implantation est la suivante :

- 1 réserve d'une capacité de 120 m³ au Nord du site (à plus de 25 mètres du bâtiment B et des séchoirs de semences)

- 1 réserve d'une capacité de 240 m³ au Nord Est du site (à plus de 25 mètres des bâtiments A et B)
- 1 réserve d'une capacité de 240 m³ au Sud Ouest du site (à plus de 25 mètres des Bâtiments C, D,E et F)
- 1 réserve d'une capacité de 180 m³ au Sud Est du site (à plus de 25 mètres des silos 1 et 2)

Le jour de la visite, l'exploitant a indiqué que les réserves de 240 m³ et 120 m³ ont été réceptionnées par les services du SDIS17.

Seule la réserve de 180 m³ n'avait pas encore fait l'objet d'une réception opérationnelle par le SDIS17. L'exploitant a transmis à l'inspection la fiche de reconnaissance opérationnelle initiale réalisée par le SDIS17 le 11/12/2025.

- 2 poteaux incendie extérieurs sont également présents à moins de 100 mètres des limites Est du site.

Ces poteaux ont un débit de 60 m³/h sous 1 bar selon la plateforme Hydraclic du SDIS17.

- des extincteurs dimensionnés et répartis sur l'ensemble du site.

La dernière vérification des extincteurs a été réalisée le 15/05/2025 par la société INSEPRO (transmission du rapport de vérification du 19/05/2025 Q4 et de l'inventaire détaillé des extincteurs N4).

Sur le terrain, l'inspection a procédé, par sondage, sur certains extincteurs à la vérification de l'étiquetage par l'organisme de contrôle de la date effective du dernier contrôle annuel. L'ensemble des extincteurs contrôlés disposaient de l'étiquette de marquage spécifiant le contrôle annuel de mai 2025. La visite a permis de constater l'accessibilité des différents équipements de lutte contre l'incendie.

- de RIA au niveau des bâtiments dédiés aux stockages des semences,

Transmission de fiche de réception définitive des RIA du 29/09/2025 réalisée par la société EUROFEU suite à la mise en service du 24/09/2025. Lors de cette mise en service, le personnel a fait l'objet d'une formation sur le rôle et la manipulation des RIA par la société EUROFEU.

Lors de première vérification annuelle réalisée les 12, 13 et 18 novembre 2025, une anomalie a été constatée sur 2 postes. Une nouvelle intervention d'action corrective est prévue dans les semaines à venir. Toutefois la protection incendie est assurée selon l'attestation de vérification du 19/11/2025.

- d'une colonne sèche située dans la tour de manutention des silos 1 et 2,

La visite a permis de constater la présence de la colonne sèche dans la tour de manutention.

Toutefois celle-ci doit faire l'objet d'une identification par un affichage fixe pour les services du SDIS (le jour de la visite, le panneau d'identification était au sol et pouvait difficilement être vu).

L'exploitant dispose d'une procédure indiquant la fermeture obligatoire de la vanne en sortie du réseau d'eaux pluviales) ainsi que l'obturation du réseau des eaux pluviales du site (par ballon d'obturation) permettant le confinement des eaux d'extinction d'un incendie. La localisation de cette vanne et du dispositif d'obturation est matérialisée sur un plan annexé à cette procédure (mode-opératoire bassins / séparateur d'hydrocarbures site d'Aigrefeuille-d'Aunis, Réf. : MO 14.09 du 28/10/2025).

En complément de ces moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant dispose d'une valise d'astreinte contenant notamment la procédure sécurité de gestion de situation d'urgence du site d'Aigrefeuille-d'aunis (Réf. PRD 14.02) pour les différentes personnes assurant l'astreinte du site et

<p>pour informer les services du SDIS en cas d'intervention.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant établit et met à jour chaque semaine un état des stocks des différents produits présents sur le site d'Aigrefeuille-d'Aunis.</p> <p>Selon l'exploitant des exercices sont réalisés tous les semestres.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant procède à l'identification de la colonne sèche par un affichage correct de la colonne sèche présent dans la tour de manutention.</p> <p>Il formalise les différents exercices incendie/évacuation réalisés sur le site avec les éventuels retours d'expériences.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 6 : Systèmes de détection automatique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2021, article 7.3.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Système de détection automatique incendie (DAI)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un système de détection automatique incendie (DAI) dimensionnée selon les caractéristiques des stockages des semences et dont la mise en service est réalisée au plus tard le 31 décembre 2022.</p> <p>La DAI est reportée au bureau d'exploitation et par télésurveillance pour assurer l'alerte du personnel d'astreinte en cas de départ de feu hors des périodes d'ouverture du site.</p> <p>[...]</p> <p>Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>En cas de détection incendie, le report d'alarme est effectué en permanence au bureau d'exploitation et par télésurveillance pour assurer l'alerte du personnel d'astreinte en cas de départ de feu hors des périodes d'ouverture du site.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a mis en place un système de détection automatique incendie (DAI) dimensionnée selon les caractéristiques des stockages des semences dans les bâtiments A, B C, D, E, F, F' et G (2 types de détection ont été mis en place par le prestataire en tenant compte notamment des caractéristiques des bâtiments et des activités réalisées pour une optimisation de la détection).</p> <p>En cas de détection incendie, le report d'alarme est effectué en permanence au bureau d'exploitation et par télésurveillance pour assurer l'alerte du personnel d'astreinte en cas de départ de feu hors des périodes d'ouverture du site.</p> <p>Transmission des documents suivants :</p>

- procès verbal de réception du 22/04/2024 des dispositifs de détection incendie mis en place par la société Sécuritas Technology,
- documents de vérification du niveau de performance des différents dispositifs de détection mis en place en 2024 par la société Sécuritas Technology,
- rapport de vérification du système de détection incendie du site réalisé le 31/07/2025 par la société Sécuritas Technology.

Selon l'exploitant, des vérifications de maintenance et des tests sont réalisés tous les semestres.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant formalise le suivi des vérifications de maintenance et des tests.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Propreté de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2021, article 7.1.3

Thème(s) : Risques accidentels, Conditions de nettoyage des installations

Prescription contrôlée :

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières. Le nettoyage est, partout où cela est possible, réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. L'appareil utilisé pour le nettoyage présente toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion et est adapté aux produits et poussières. Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou exceptionnellement d'air comprimé fait l'objet de consignes particulières.

[...]

Les dates de nettoyage sont indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

[...]

Constats :

La visite sur le terrain a permis de constater un niveau d'empoussièrement relativement faible au niveau des bâtiments dédiés à l'activité semences (stockage et conditionnement).

L'exploitant indique que le nettoyage est réalisé en fonction des différents changements de type de semences, sachant que l'activité semence est beaucoup moins génératrice de poussières en comparaison de l'activité de stockage de céréales.

Il indique que des consignes et des procédures de nettoyage ont été mises en place pour cette activité, avec un registre de nettoyage présenté lors de la visite.

Les équipements utilisés pour le nettoyage dans les bâtiments de l'activité semence sont

- aspirateur ATEX
- balai manuel

Type de suites proposées : Sans suite